

# Gestion

## Sources

- Entretiens avec la structure porteuse de la compétence GEMAPI, à défaut l'EPCI et la commune.

## Qualité

- Résolution / échelle : Commune
- Fréquence de mise à jour : Une mise à jour tous les 2 ans semble suffisante.

# Stratégie locale

## Mise en place de la compétence GEMAPI

### Objet

C'est ici la dimension PI (Prévention des Inondations), marines et estuariennes, qui est considérée, et pas la dimension GEMA (Gestion des Milieux Aquatique) qui relève d'une autre problématique

A travers cet indicateur, on cherche à connaître l'état d'avancement dans la prise en charge de la compétence PI par la collectivité. On distingue différents degrés dans la mise en place de de cette compétence qui vise à réduire la vulnérabilité.

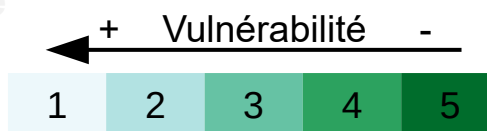
La compétence GEMAPI est affecté aux EPCI (via les communes) par la loi MAPTAM du 27 Janvier 2014. Elle devait être effective au 1<sup>er</sup> janvier 2018 au plus tard. Cette compétence comprend dans son volet PI la défense contre les inondations et contre la mer. Elle peut intégrer également les problématiques de recul du trait de côte (JO du Sénat du 01/09/216). La GEMAPI devient donc une compétence décentralisée essentielle dans la gestion des risques côtiers, à travers notamment la prise en charge des plus importants ouvrages de défense contre la mer (« systèmes d'endiguement ») et leur suivi par les EPCI. Bien que le prélèvement de la taxe ne soit pas obligatoire, nous considérons qu'elle reflète une position volontariste de la structure porteuse et contribue à la sensibilisation des habitants.

→ **Plus la compétence GEMAPI est « aboutie », plus le territoire est investi dans la gestion du trait de côte et des risques d'érosion et de submersion, donc moins le territoire est vulnérable.**

### Protocole

Nous ne considérons ici le prélèvement de la taxe GEMAPI que si elle est complètement ou partiellement fléchée sur les risques liés à la mer. Nous estimons que le prélèvement de la taxe GEMAPI est un acte volontaire fort de réduction de la vulnérabilité, notamment par l'intégration des populations dans les problématiques liées aux risques côtiers, et donc indirectement source de connaissance et de sensibilisation.

### Calibrage



La notation se fait en fonction des différentes avancées de la prise de compétence :

1. Pas d'action pour appliquer la compétence GEMAPI
2. Inventaire, identification des ouvrages côtiers pris en charge ou non (typologie des ouvrages, système d'endiguement)
3. Etablissement d'un schéma d'organisation pour la gestion des ouvrages, système d'endiguement
4. Régularisation ou autorisation du système d'endiguement en préfecture (le cas échéant)
5. Prélèvement de la taxe GEMAPI